

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 Glisy

Glisy, le 04/07/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### PARC EOLIEN ENERGIE MONTAGNE GAILLARD

29 rue des Rosati  
62000 Arras

Références : 2024-E10111  
Code AIOT : 0005107651

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement PARC EOLIEN ENERGIE MONTAGNE GAILLARD implanté LD LA MONTAGNE GAILLARD 80740 EPEHY. L'inspection a été annoncée le 04/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN ENERGIE MONTAGNE GAILLARD
- LD LA MONTAGNE GAILLARD 80740 EPEHY
- Code AIOT : 0005107651
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien ENERGIE MONTAGNE GAILLARD exploite 8 éoliennes (E1 à E8) et 2 postes de

livraison sur le territoire des communes de EPEHY et VILLERS-FAUCON. Il est autorisé par certificat d'antériorité du 01/10/2012.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter	Autre du 01/10/2012	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30	Sans objet
3	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
5	Entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
9	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
10	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des justificatifs de conformité ont été demandés à l'exploitant sous 1 mois. L'inspection des installations classées est en attente d'un retour de sa part. Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, un projet d'arrêté de mise en demeure sera proposé à Monsieur le Préfet.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/10/2012
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Extrait KBIS
<b>Prescription contrôlée :</b>

Certificat d'antériorité du 01/10/2012
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis un extrait du registre national des entreprises de sa société daté du 17/06/2024. La dénomination de l'entreprise est identique à celle figurant sur le certificat d'antériorité susvisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Montant des garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'acte de cautionnement du 21/07/2020 a été présenté, il fixe un montant de garanties financières de 435 195,02 euros. Sa date de fin de validité est le 29/07/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Actualisation des garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant actualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
<b>Constats :</b>  La durée de validité de 5 ans est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise

en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

#### **Constats :**

Le suivi environnemental a été réalisé (selon le protocole révisé de 2018) du 28 avril au 7 novembre 2023, soit 30 passages.

Le rapport de suivi environnemental a été transmis. Lors de ce suivi, 6 cadavres d'oiseaux (4 Buses variables, 1 Goéland argenté et 1 Grand Cormoran) et 2 cadavres de chauve-souris (1 Pipistrelle commune et 1 Pipistrelle commune/pygmée) ont été retrouvés.

En conclusion, le bureau d'études préconise :

- le maintien d'une végétation rase au niveau des plateformes des éoliennes. Pendant la période de végétation (du 1er avril à fin octobre), la fauche devra être effectuée une fois par mois. Cela permettra de réduire les habitats potentiels de nidification l'avifaune autour des éoliennes, ainsi que l'attrait de ces surfaces pour les micromammifères et donc l'activité de chasse des rapaces autour des éoliennes ;
- de combler les trous qui forment des mares temporaires sur le site (présents sur les plateformes de E3, E7 et E8). Ces travaux sont à réaliser de début octobre à fin février afin d'éviter toute perturbation sur l'avifaune nicheuse en périphérie ou sur les populations d'amphibiens potentiellement reproducteurs dans ces mares ;
- l'éloignement de tout perchoir potentiel à une distance supérieure à 200 mètres en bout de pale. Il s'agit ici essentiellement des panneaux d'information ICPE. Dans le cas où les panneaux ne peuvent être déplacés pour des raisons de réglementation sur la signalisation de l'éolienne, des systèmes « anti-pigeons » de type fil tendu ou petits pics peuvent être installés sur le dessus du panneau et du piquet ;
- d'éviter de disposer des agrainoirs et abreuvoirs pour le gibier à moins de 200 mètres des pales ;
- de stocker les tas de fumier ou ballots de paille à plus de 200 mètres en bout de pale. Ces éléments peuvent être utilisés en tant que perchoirs ou de zone d'alimentation par l'avifaune.

Il ne préconise pas de suivi en 2024.

Dans un courrier du 30/04/2024, l'exploitant s'est engagé à mettre en place les mesures suivantes :

- Renforcer l'entretien des abords des éoliennes d'avril à octobre ;
- Combler les trous sur les plateformes de E3, E7 et E8 entre octobre 2024 et février 2025 ;
- Déplacer les panneaux ICPE ou installer des fils tendus ou petits pics dessus ;
- Demander à la Fédération de chasse d'éloigner les agrainoirs et abreuvoirs des éoliennes ;
- Demander aux exploitants agricoles de ne pas stocker les tas de fumier ou ballots de paille à moins de 200 mètres bout de pale des éoliennes.

L'inspections des installations classées propose d'acter ces préconisations ainsi qu'un suivi environnemental en 2025 par arrêté préfectoral complémentaire. Un nouveau suivi environnemental permettra de vérifier l'efficacité des mesures mises en place.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Entretien

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

**Thème(s) :** Risques chroniques, Manuel d'entretien

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

**Constats :**

Le manuel d'entretien a été présenté, il est rédigé en français.

Le registre des opérations de maintenance sous format informatique a été présenté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle des accès

**Prescription contrôlée :**

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Seules les éoliennes E3 et E4 ont été contrôlées. Les éoliennes E3 et E4 sont fermés à clef et disposent d’affichage indiquant l’interdiction d’accès à toute personne étrangère.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Exploitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Affichage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de la visite d’inspection, il a été constaté la présence d’un affichage à l’entrée du chemin d’accès des éoliennes E3 indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l’aérogénérateur ;</li> <li>- la mise en garde face aux risques d’électrocution ;</li> <li>- la mise en garde face au risque de chute de glace.</li> </ul> <p>Aucun affichage n'est présent sur le chemin d'accès de l'éolienne E4. L'exploitant a indiqué que 4 panneaux étaient manquants sur 8 étaient manquants.</p> <p>Les aérogénérateurs E3, E7 et E8 sont identifiés par un numéro affiché en caractères lisibles sur le mât.</p>
<p><b>Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Une photographie attestant de l'installation des panneaux d'affichage sera transmis à l'inspection des installations classées sous 1 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 8 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  L'intérieur du pied des éoliennes E3 et E4 est propre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Extincteurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<b>Constats :</b>  Des extincteurs sont présents au pied des éoliennes E3 et E4 et comportent bien la date de leur dernière vérification, à savoir le 22/04/2024. Le rapport de vérification des extincteurs de l'ensemble des éoliennes et des postes de livraison a été présenté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions sonores		
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage. Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :		
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures



réglementaire incluant le bruit de l'installation		
Sup à 35 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

En outre, le niveau de bruit maximal est fixé à 70 dB (A) pour la période jour et de 60 dB (A) pour la période nuit. Ce niveau de bruit est mesuré en n'importe quel point du périmètre de mesure du bruit défini à l'article 2. Lorsqu'une zone à émergence réglementée se situe à l'intérieur du périmètre de mesure du bruit, le niveau de bruit maximal est alors contrôlé pour chaque aérogénérateur de l'installation à la distance R définie à l'article 2. Cette disposition n'est pas applicable si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe à l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont exploitées par un même exploitant sur un même site, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.

#### **Constats :**

L'étude des mesures acoustiques a été réalisée en 2015 à la mise en service du parc. Aucun dépassement n'avait été constaté.

**Type de suites proposées :** Sans suite